



Le fact-checking, nouveau genre journalistique ?

Kevin POIREAULT

Communication, Journalisme et Médias

Séminaire de journalisme

Sous la direction de : Roselyne RINGOOT

2013-2014

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I. FACT-CHECKING ET DISCOURS POLITIQUE : METHODES, FORMES ET SUPPORTS.....	4
II. LA VISEE DU FACT-CHECKING : QUELLE PLUS-VALUE INFORMATIVE ?	7
III. LA POLYPHONIE DANS LE FACT-CHECKING : L'INTERDISCURSIVITE EN QUESTION	12
CONCLUSION	18
ANNEXES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

INTRODUCTION

Apparu aux Etats-Unis au début des années 2000, le fact-checking – littéralement, la vérification par les faits – est aujourd’hui devenu une véritable tendance en vogue sur les sites Internet d’information français. A tel point que tous les organes de presse se dotent de leur « laboratoire » de fact-checking. Qu’elle prenne la forme de blogs, de rubriques, de chaînes vidéos ou d’émissions, cette nouvelle pratique touche tous les médias, des journaux nationaux comme *Le Nouvel Observateur* ou *Le Journal Du Dimanche* aux stations de radio, comme France Info, en passant par des pure-players tel que *Rue89* ou même des sites complètement dédiés au fact-checking, tel que Pipolitique. Avec toujours ce même objectif : traquer les mensonges du personnel politique. Les deux « pionniers » français dans ce domaine sont les quotidiens nationaux *Libération* et *Le Monde*, premiers en France à créer leur plateforme de fact-checking – respectivement appelées « Désintox » et « Les Décodeurs » et créées en 2008 et 2009. Ce sont à la fois les plus riches en articles et les plus développés dans leur manière d’appréhender la pratique – d’autres créées dans ces mêmes années en France ayant disparu ou été abandonnées, comme le « Véritomètre » du site *Owni*. Il s’agira donc d’analyser le contenu de ces deux plateformes dans une période bien particulière qu’est la couverture des élections municipales 2014 – c’est-à-dire entre le 10 mars et le 2 avril 2014. En effet, les périodes électorales ont une grande importance pour le fact-checking car les campagnes politiques qui les précèdent sont souvent riches en mensonges, fausses vérités et approximations – la majorité de leurs équivalents américains a d’ailleurs été créée avant une élection. En raison du nombre d’articles que cela représente, il s’agira donc de retenir quelques articles types sélectionnés dans cette période dans chacune des deux plateformes de fact-checking. Cette analyse nous permettra de démontrer dans quelle mesure cette pratique de vérification par les faits s’est imposée comme un véritable genre journalistique. Pour ce faire, il faudra tout d’abord étudier ce que sont les deux plateformes en question et comment y pratique-t-on le fact-checking ; puis, il sera nécessaire de se demander quelles visées aspirent les créateurs de ces deux plateformes et s’ils parviennent à les atteindre ; Enfin, il s’agira d’analyser l’interdiscursivité du fact-checking.

I. FACT-CHECKING ET DISCOURS POLITIQUE : METHODES, FORMES ET SUPPORTS

A. Petite histoire du fact-checking

1. Tentative de définition

La définition du fact-checking tel qu'il est pratiqué aujourd'hui par les journalistes paraît simple : la vérification par les faits d'une information donnée. Pourtant, si l'on s'en tient à cela, le fact-checking n'aurait rien de nouveau, il serait même l'un des fondements de la profession : tout journaliste doit vérifier que ce qu'il publie ne contient pas d'erreur et vérifier que ses sources sont fiables. Mais ici, ce n'est pas simplement ce qui est rapporté par le journaliste qui est interrogé, mais bien la véracité même des faits – ou des chiffres – rapportés. C'est le travail de recherche accompli par un journaliste pour traquer les approximations, inexactitudes, demi-vérités et mensonges – honnêtes ou malhonnêtes – des personnalités politiques afin de rétablir la vérité.

2. Brève chronologie

Le fact-checking au sens strict a toujours été très important dans le journalisme partout dans le monde : le magazine d'investigation allemand *Der Spiegel* étant le titre qui emploie le plus de fact-checkeurs professionnels. Mais le premier site de fact-checking au sens plus large retenu ici est Factcheck.org. Il est apparu en 2003 aux Etats-Unis, à l'initiative de l'Annenberg Public Policy Center de l'Université de Pennsylvanie. Lancé juste avant l'élection présidentielle américaine de 2004, il est rejoint quatre ans plus tard – soit juste avant l'élection présidentielle suivante – par deux autres organes de fact-checking, le Fact Checker du *Washington Post* – sous l'égide du journaliste Michael Dobbs, remplacé aujourd'hui par Glenn Kessler – et le site PolitiFact.com, seule plateforme de fact-checking à but lucratif – en partenariat avec l'ex-*St. Petersburg Times*, aujourd'hui *Tampa Bay Times*. Ces trois organes sont à la fois les plus anciens et les plus influents dans le paysage médiatique américain. C'est alors que les sites de fact-checking se sont multipliés aux Etats-Unis et en Europe, avec les exemples français précédemment cités, mais aussi l'Associated Press aux Etats-Unis, *Pagella Politica* en Italie ou encore le

site FullFact.org et les rubriques « Pledge Tracker » et « Reality Check » du *Guardian* au Royaume-Uni.

B. Les deux plateformes

1. « Désintox »

Lancé en 2008 par Cédric Mathiot, alors journaliste de *Libération* à la rubrique « Transports », « Désintox » est tout d'abord un blog sur le site web du quotidien. Très influencé par ses pairs américains, il part du constat effectué par son fondateur : on assiste à une « *désécialisation de la parole politique* ». Dans un article de *Télérama*, ce dernier s'explique :

Dès qu'on connaît bien un dossier technique, on constate que les politiques sont souvent approximatifs, voire malhonnêtes. Cela s'est accentué avec les matinales radios : interrogés sur l'ensemble de l'actualité ils parlent de sujets qu'ils ne maîtrisent pas et, du coup, récitent des éléments de langage et multiplient les erreurs, intentionnellement ou non.

Si la période Sarkozy était idéale pour les fact-checkeurs du journal de gauche, la rubrique s'attaque à des personnalités de tous bords politiques. Titrés de manière interrogative, les articles sont assez brefs et généralement divisés en trois parties. Ils commencent par un chapeau constitué de la citation fact-checkée, puis un intertitre « INTOX » après lequel la citation est répétée et mise dans son contexte, et enfin un autre intertitre « DESINTOX » après lequel la citation est réprouvée et rectifiée avec les vrais faits ou chiffres. Très vite, le blog devient une véritable rubrique et certains de ses articles sont même « remontés » sur la version papier du journal. En 2012, avec l'apparition sur la chaîne Arte de l'émission « 28 minutes », présentée par Elisabeth Quint, les fact-checkeurs de *Libération* s'associent aux équipes de la chaîne pour produire une courte vidéo de fact-checking à chaque fin d'émission qui décrypte une phrase dite par une personnalité politique.

2. « Les Décodeurs »

Si la rubrique de *Libération* a ouvert la voie, *Le Monde* ne pouvait pas être en reste : en 2009, des journalistes du quotidien créent le blog « Les Décodeurs », où ils fact-

checkent la parole des politiques d'une manière très similaire à celle de « Désintox », avec un chapeau, un citation centrée précédée de la mention « Ce qu'il/elle a dit » et suivie d'un intertitre codé par des couleurs différentes selon le degré de véracité de la citation – comme, par exemple, « Pourquoi c'est faux » ou encore « Pourquoi la comparaison est impossible ». En mars 2014, en pleine campagne pour les élections municipales, le blog ferme en laissant un billet à ses lecteurs, daté du 7 mars, « Les Décodeurs c'est fini, place aux Décodeurs ! ». Dans ce billet, ils expliquent que le projet passe d'un blog à « *une marque, basée sur les réseaux sociaux, et dédiée à la vérification, à la contextualisation et à l'exploitation des données* ». Le blog « Les Décodeurs » devient alors une rubrique sur lemonde.fr, se dote d'une chaîne vidéo - et d'une charte qui pose les fondements de leur projet – et s'engage à être beaucoup plus présents sur les réseaux sociaux et à utiliser ceux-ci pour améliorer leur méthode de fact-checking.

C. Présentation du corpus

1. Quelques remarques sur le corpus

Afin d'analyser comment agit le fact-checking en France, nous avons donc entrepris d'analyser un corpus d'articles et de vidéos publiés pendant la période des élections municipales en France, c'est-à-dire du lundi 10 mars – soit deux semaines avant le premier tour, lorsque la campagne s'accélère vivement – au mercredi 2 avril – soit le jour de la nomination du gouvernement du nouveau Premier ministre Manuel Valls. Pendant cette période de vingt-quatre jours, quarante-et-un éléments – articles sur liberation.fr et vidéos sur Arte – ont été publiés par « Désintox », dont vingt-sept directement liés aux élections municipales ; quatre-vingt-trois par « Les Décodeurs », dont cinquante-quatre directement liés à l'événement traité. On peut donc déjà noter deux remarques :

- « Les Décodeurs » et leur nouveau format ont un contenu bien plus nombreux que « Désintox », ce qui est probablement dû à la fois au fait que leur nouvelle équipe d'enquête et de rédaction est plus importante, aux contenus plus diversifiés – comme on le verra plus tard – et au dessein d'être très présents sur le web pour se faire remarquer et connaître.
- La part des éléments en rapport avec les élections municipales sur le total d'éléments publiés est sensiblement la même pour les deux rubriques : 65%.

Sur ces vingt-sept et cinquante-quatre éléments publiés qui nous intéressent, nous pouvons faire quelques remarques également :

- « Désintox » s’est beaucoup plus concentré sur la parole brute des hommes politiques et a publié beaucoup d’articles sur les deux sujets suivants : le FN et les élections municipales dans une grande ville en particulier.
- « Les Décodeurs » compte beaucoup d’articles de type « décryptage » et s’est largement focalisé sur les deux sujets suivants : la pollution à Paris et les emprunts toxiques.

2. Présentation des modèles-types

Parmi tous ces articles et vidéos publiés, nous en avons retenus trois pour chacune des deux rubriques, que nous considérerons comme des modèles-types :

- Pour « Désintox » :
 - « Nantes perd-il vraiment des habitants ? » (article, 10 mars 2014)
 - « Najat Vallaud-Belkacem et la fiscalité locale » (vidéo, 26 mars 2014)
 - « Claude Bartolone invente le gadin automatique » (article, 27 mars 2014)
- Pour « Les Décodeurs » :
 - « Pollution : les inventions du candidat FN à Paris » (article, 17 mars 2014)
 - « Face à la défaite, le PS fait dans l’intox » (article, 26 mars 2014)
 - « Municipales : l’approximation des sondages dans quatre villes (vidéo, 27 mars 2014)

II. LA VISEE DU FACT-CHECKING : QUELLE PLUS-VALUE INFORMATIVE ?

A. Comment objectiver l’information traitée?

1. Pertinence des sujets traités

S’il est toujours mu par une obsession de vérité qui peut permettre aux lecteurs de savoir qui ment et qui dit vrai, le fact-checking peut traiter des sujets très différents, qui ont parfois plus ou moins d’intérêt ou de pertinence. Quitte, parfois, à rechercher la moindre inexactitude. C’est ce que pointe du doigt Christophe Deloire, directeur du Centre de Formation des Journalistes (CFJ), cité par *Le Nouvel Observateur* : « *Il est important que les fact-checkeurs ne jouent pas les maîtres d’école. Le but est de renouveler l’interview politique, mais il ne faut pas la transformer en grand oral de l’ENA* ». Si l’on considère, dans cette optique de pertinence, les deux articles choisis de

« Désintox », on remarque bien que l'un apporte une information bien plus intéressante que l'autre. En effet, l'affirmation par la candidate UMP à la mairie de Nantes Laurence Garnier que Nantes perd des habitants est un véritable argument de campagne : s'il est faux – et c'est le cas –, l'électeur qui vote à Nantes doit pouvoir savoir que cette candidate ment. En revanche, bien que l'affirmation du président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone sur l'échec systématique du parti majoritaire aux élections municipales soit tout aussi fautive, on voit que les deux contre-exemples correspondent à des contextes très différents et, de toute manière, il est évident que cette affirmation tient surtout de la position de Claude Bartolone, qui se doit de dire cela. Il s'agit d'une erreur, il faut certes la traiter, mais l'article en lui-même a moins d'intérêt que le premier dans le même contexte. C'est d'ailleurs pourquoi il est très bref. D'une manière générale, pendant des élections municipales, les articles traitant d'une municipalité sont plus pertinents que ceux qui concernent les rouages d'un parti, et fact-checker un candidat va apporter beaucoup plus pour le lecteur – et futur électeur – que vérifier les dires d'un homme politique non candidat.

La pertinence d'un article de fact-checking peut aussi être analysée par le prisme de la longueur de celui-ci, ou, plus précisément, par le développement de l'information traitée. Comme on l'a vu avec l'article de l'équipe de « Désintox » sur Claude Bartolone, un article très bref se contente souvent d'un traitement de l'information sous l'angle « vrai ou faux ». Au contraire, la majorité des articles des « Décodeurs » - nouvelle version – est plus élaborée. L'article-type intitulé « Face à la défaite, le PS fait dans l'intox » en est probablement un des meilleurs exemples : en analysant le degré d'exactitude des propos de plusieurs cadres du parti majoritaire, c'est toute la stratégie de communication du parti au lendemain de la défaite électorale que les fact-checkeurs du *Monde* veulent désamorcer, non pas uniquement plusieurs phrases analysées séparément. L'objectif de cet article est d'instiguer un débat sur la communication du PS.

2. Au-delà de la vérification de chiffres

Se pose également la question suivante : quelle information vérifier ? En effet, les affirmations les plus réprouvées par les fact-checkeurs sont celles qui concernent des chiffres. Il est fréquent, pour un homme politique, de se tromper dans des chiffres, il est plus facile, pour le journaliste, de retrouver les sources lorsqu'il s'agit de chiffres – car les

sites institutionnels en sont très riches, notamment – et ils permettent de rendre l’opposition entre le vrai et le faux très claire pour le lecteur. La question est donc de savoir si l’on s’en tient à vérifier des chiffres, auquel cas, le fact-checking serait assez stérile. Considérons la vidéo-type choisie pour « Désintox », dans laquelle la porte-parole Najat Vallaud-Belkacem affirme que la ville à la taxe d’habitation la plus élevée serait Nîmes et celle à la taxe foncière la plus élevée serait Le Havre, et que « *ce sont à chaque fois des villes UMP* ». Partis de cette affirmation, les fact-checkeurs de *Libération*, qui sont allés chercher les chiffres, ne dénoncent pas tant l’affirmation elle-même que ce qui se cache derrière cette vérité. Si elle a raison à propos de la ville de Nîmes, l’augmentation récente de la taxe foncière au Havre « *n’a rien à voir avec la mairie UMP du port normand [...] mais uniquement parce que le taux départemental a été réévalué à la hausse. Une décision prise par le conseil général de Seine-Maritime, présidé par... un socialiste* ». Il est donc important que les plateformes de fact-checking ne se contentent pas d’étudier des chiffres sans étudier l’argument – en l’occurrence l’attaque – qui se cache derrière et de vérifier s’il est légitime. Sans quoi cette pratique n’apporterait que de l’information chiffrée plus ou moins inutile, n’alimenterait pas le discours politique général et resterait dans un jargon politicien peu accessible au lecteur ordinaire. C’est pourquoi l’on peut d’ores et déjà affirmer que le fact-checking automatique – incarné par le Truth Teller du *Washington Post*, principalement –, qui ne pourrait détecter ce type d’information cachée, n’est, à ce jour, pas encore assez au point pour apporter une véritable plus-value informative complète et accessible aux lecteurs. Nous évoquerons le débat autour de ce nouveau fact-checking technologique plus tard. D’ailleurs, ce peut aussi être le rôle des fact-checkeurs de critiquer cette obsession du chiffre qui hante de plus en plus les médias aujourd’hui. L’un des modèles-types en est un exemple : la vidéo des « Décodeurs », qui vise les sondages – qui sont pléthore en période électorale – et montre l’écart entre les résultats annoncés par un de ces sondages et la réalité, dans quatre villes françaises. On y voit notamment une surestimation générale des résultats du PS et une sous-estimation générale des résultats du FN à Paris, Marseille, Béziers et Hénin-Beaumont.

B. Comment appréhender différents supports ?

1. « Désintox »

Les deux plateformes sont aujourd'hui présentes sur deux supports différents : le support « écrit » - qui inclut le texte, mais aussi les infographies de toutes sortes – et le support vidéo. Dans la période traitée, « Désintox » produit sur le site Internet de *Libération* des articles majoritairement en relation avec les municipales. Très brefs, comme celui sur Claude Bartolone ou plus développés comme celui sur la population nantaise – sujet qui a d'ailleurs fait l'objet de deux articles de fact-checking – ils couvrent l'événement. Dans l'émission « 28 minutes » sur Arte, en revanche, le contenu des vidéos de l'équipe de fact-checkeurs du quotidien de gauche est beaucoup moins centré sur l'événement. Sur quatorze vidéos - chacune dédiée à la déclaration d'une personnalité politique –, seules trois sont en relation avec les élections municipales. De plus l'éventail est bien plus large dans le temps – certaines affirmations ont été déclarées bien avant qu'elles soient vérifiées par journalistes – sur l'échiquier politique – l'équipe fact-checke des hommes politiques de tout bord et qui n'ont parfois aucun lien avec l'événement – et même dans l'espace – le corpus comptant même l'analyse d'une déclaration de Silvio Berlusconi.

2. « Les Décodeurs »

Sur « Les Décodeurs », c'est quelque peu différent : les vidéos sont publiées au même endroit que les articles écrits – et sont même bien souvent intégrées à ces articles. Les seules vidéos indépendantes dans la période étudiée sont les trois sur les différents modes de scrutin et celle sur la comparaison entre les sondages et les résultats aux municipales dans quatre villes. Ainsi, si les deux supports servent à la même fin de couvrir l'événement, l'équipe des « Décodeurs » utilisent surtout la vidéo dans deux buts : illustrer un article – avec des vidéos venues d'autres sites d'information – et décrypter les élections avec des vidéos pédagogiques qui permettent aux lecteurs de mieux comprendre l'événement. Elles ne sont pas, comme celles de leur « concurrent », utilisées à des fins de fact-checking.

C. Comment rendre le contenu attractif ?

1. Le concept de “*gamification*”

Cette pertinence de l'information dans les articles de fact-checking est bien sûr importante, mais ce qui peut permettre à cette forme de journalisme de perdurer et de s'imposer comme dans le paysage journalistique, c'est que ces articles soient lus. Pour cela, les sites, blogs et rubriques de fact-checking tente aujourd'hui de se renouveler en utilisant de manière optimale une multiplicité de supports – articles rédigés, vidéos, infographies en tous genres –, On vient de voir les deux principaux. Il faut utiliser ces supports de façon optimale – les graphiques, courbes et schémas peuvent être un très bon moyen de présenter des informations chiffrées de la façon la plus claire possible pour les lecteurs. Mais il est aussi question de rendre le fact-checking attrayant. C'est pourquoi plusieurs plateformes se sont essayées – avec plus ou moins de succès – à présenter le fact-checking sous forme de jeux, de quiz ou, plus généralement, de manière très interactive. C'est ce que le journaliste Federico Guerrini appelle – en anglais – la « *gamification* », c'est-à-dire « *l'utilisation de formats distrayant et drôle afin d'aider les lecteurs à assimiler de l'information, même très complexe* », citant comme exemples « *des tests, des quiz, des jeux sur l'actualité, des applications pour smartphones utilisant des appareils de mesure ad hoc pour évaluer les déclarations des politiques* ». « Désintox » ne s'est pas encore mis à cette forme de fact-checking – à part, peut-être, dans les vidéos publiées dans l'émission « 28 minutes », qui sont à chaque fois illustrées par des dessins qui expliquent à l'écran ce que le journaliste démontre à l'oral. « Les Décodeurs », eux, s'y mettent de plus en plus, bien que ce ne soit que très peu le cas dans notre corpus, qui correspond aux tout débuts de la nouvelle rubrique. Le seul exemple qui peut, en quelque sorte, s'apparenter à une approche *gamifiée* du fact-checking est l'ensemble de trois vidéos pour aider à comprendre – dans le style « actu en patates » – comment est élu un maire dans les trois catégories de villes dont les scrutins fonctionnent différemment : les villes de moins de mille habitants, celles de plus de mille habitants et les trois villes à arrondissements, Paris, Lyon et Marseille. Ces vidéos prennent le cas de trois personnes fictives habitant dans ces trois villes au scrutin distincts et expliquent comment leur maire sera élu, avec des illustrations faites de dessins et de photographies.

2. Le datajournalisme

Comme ils l'ont annoncé dans la présentation de leur nouvelle équipe, « Les Décodeurs » se sont donc dotés non seulement de deux infographistes – on comprend l'importance de rendre l'information plus attractive visuellement évoquée précédemment –, mais également de deux datajournalistes. Très en vogue dans les médias anglo-saxons et de plus en plus en Europe, cette pratique est, elle aussi, une pratique assez récente dans l'univers du journalisme. Elle consiste à l'exploitation et la mise à disposition de données statistiques pour les lecteurs. C'est l'utilisation de ce qu'on appelle l'*open data* ou le *big data*. Selon Estelle Prusker-Deneuville, chercheuse en datajournalisme, « *c'est une nouvelle façon de mener l'enquête, de raconter des histoires : comme le ferait un journaliste classique en allant interroger des faits, des individus, le datajournaliste va interroger des données, des rapports chiffrés, des bases de données* ». *The Guardian*, par exemple, a un blog de datajournalisme. L'ancien site *Owni* se consacrait principalement à cette pratique. « Les Décodeurs », eux aussi, sont dans cette mouvance, notamment en rendant accessible les chiffres qu'ils traitent – comme on le verra plus tard dans un troisième partie.

III. LA POLYPHONIE DANS LE FACT-CHECKING : L'INTERDISCURSIVITE EN QUESTION

A. Un interdiscursivité assumée

1. La mise en évidence des sources

Cette mise en évidence des chiffres – et, plus largement, des sources – prônée par le datajournalisme est un élément clé dans le fact-checking car il amène, lui aussi une plus-value informative : les lecteurs peuvent aller vérifier ces sources. Il permet aussi la transparence des journalistes, qui se protègent ainsi de toute attaque sur une éventuelle partialité. De plus, cette mise en évidence des sources utilisées pour vérifier la parole politique permet une interdiscursivité avec les sources en question : les fact-checkeurs mettent en avant le travail d'autres institutions – autres journaux, entreprises de médias ou encore institutions publiques. Dans l'article 6 de leur charte, « Les « Décodeurs »

affirment que leurs sources « *sont accessibles en un clic* » et ils ajoutent : « *Nos articles mentionnent explicitement la source d'un fait ou d'un chiffre. Dès qu'un fait, qu'un chiffre, qu'une source, est disponible sur Internet, nous l'indiquons par un lien.* » Cela se vérifie bien dans le corpus, et notamment dans l'article-type « Pollution : les inventions du candidat FN à Paris », dans lequel on retrouve quatre liens, dont deux vers le site Internet du FN, un vers le compte Twitter du candidat en question, Wallerand de Saint-Just, et un vers le site d'une revue scientifique. Quant à « Désintox », si l'on considère l'article « Nantes perd-il vraiment des habitants ? », on remarque que le site de *Libération* propose des liens vers d'autres journaux qui ont traité l'affaire, mais pas vers la seule source utilisée – l'Insee –, qui est cependant citée. Il est donc probable que les lecteurs ordinaires ne se dirigent pas d'eux-mêmes vers le site de l'Insee pour vérifier.

2. Interdiscursivité journalistique

Comme on vient de le voir dans ces deux exemples, les articles d'autres journaux en relation sont souvent matérialisés par un lien dans les articles de fact-checking. Ce phénomène se confirme dans l'ensemble du corpus, et dans le journalisme web en général. Ce n'est pas propre au fact-checking. De même avec les vidéos : les sites d'information ne se gênent pas pour *embedder* – ou « intégrer » – du contenu vidéo venu d'autres sites d'information, à condition de bien signaler d'où il vient. Par ailleurs, cette interdiscursivité journalistique peut même être interne au journal. *Libération* et *Le Monde* – qui sont les deux exemples qui nous intéressent ici – proposent souvent dans leurs articles des liens vers d'autres articles qui traitent d'un sujet similaire ou lié. Ceci permet à la fois de donner aux lecteurs l'information la plus complète possible, mais aussi d'inscrire le journal dans une historicité, dans une identité. En faisant cela, le journal ne dit pas seulement à son lecteur « lis ces deux autres articles, tu comprendras mieux les élections municipales », mais aussi « lis ces deux articles, tu verras comment notre journal a couvert les municipales ». Cette pratique inscrit le lecteur dans l'« esprit » du journal, et si ce qu'il lit lui plait, il deviendra peut-être un lecteur encore plus assidu.

Mais pour que le fact-checking soit encore meilleur, il faudrait – comme le propose les chercheurs en sciences politiques Brendan Nyhan et Jason Reifler – que l'interdiscursivité interne même à l'article soit plus transparente, c'est-à-dire que les erreurs et modifications faites et corrigées par les fact-checkeurs apparaissent dans

l'article lui-même et non à la fin dans un encadré de type « erratum ». Ce n'est encore le cas ni de « Désintox » ni des « Décodeurs ».

B. Une discussion entre trios types d'acteurs

1. La relation entre journalistes et lecteurs

La place accordée aux lecteurs doit également prendre une plus grande ampleur pour pouvoir améliorer le fact-checking. Il doit pouvoir interagir avec le fact-checkeur et même vérifier lui-même les erreurs des hommes politiques. En l'occurrence, les deux sites en questions sont loin d'être au point : que ce soit *Libération* ou *Le Monde*, les lecteurs ont seulement accès aux commentaires et les rédactions ne font que modérer ces commentaires sans les utiliser et profiter de l'avis précieux des lecteurs, ni même – probablement – les lire. A la lecture des articles de notre corpus – c'est vrai pour toute autre sorte d'articles, mais c'est plus inquiétant concernant le fact-checking –, on voit que les lecteurs sont relégués tout en bas de la page web et que leur(s) débat(s) autour des articles apparaît presque comme quelque chose de complètement détaché de l'article lui-même, sans aucun rapport avec lui.

2. La relation entre les différents types de lecteurs

La pratique du fact-checking correspond à une discussion entre trois types d'acteurs de la vie politique : les journalistes, les hommes politiques et les lecteurs. Mais une partie de la troisième catégorie englobe les deux premières : le journaliste est le lecteur – ou l'auditeur – de la parole politique et l'homme politique peut être un lecteur de l'article produit par le journaliste. Le lecteur est donc le pilier de cette infrastructure tripartite. Le futur du fact-checking est peut-être dans ce qu'on appelle le *crowd-checking* – mot-valise entre crowd-sourcing et fact-checking – ou fact-checking citoyen dans lequel ce serait les lecteurs qui feraient leurs propres vérifications. Les deux sites étudiés ne se sont pas encore aventurés sur ce terrain, bien que « Les Décodeurs » aient affirmé vouloir être beaucoup plus présents sur les réseaux sociaux et particulièrement sur Twitter, et que la plateforme de micro-blogging est aujourd'hui considérée comme la première arène pour un embryon de *crowd-checking*.

C. Le rôle du fact-checkeur

1. Deux visions du journalisme

Dans son essai intitulé « The Rise of Political Fact-checking », le fondateur du blog Fact Checker du *Washington Post*, Michael Dobbs, distingue deux approches opposées du journalisme : celle d'un journaliste qui refuse d'évoquer sa vision subjective dans ses articles et se « contente » de rapporter ce qui a été dit par les différentes parties – dans le style « l'un a dit et l'autre a dit » - et celle d'un « détecteur de vérité » dont l'objectif principal est de faire ressortir la vérité et donc, si l'une des deux parties a raison et l'autre non, il n'hésitera pas à prendre le parti du premier. Pour lui, le journaliste fact-checkeur s'inscrit dans cette seconde vision du journalisme. Bien sûr, comme on le voit dans notre corpus, les fact-checkeurs de *Libération* et du *Monde* se sont bien plus intéressés aux hommes politiques qui ne disaient pas la vérité afin de les contredire preuves à l'appui. Si leurs articles vérifiaient principalement des affirmations avérées, la pertinence et l'intérêt que nous avons évoqué précédemment seraient moindres – selon le mythe récurrent en journalisme de s'intéresser « aux trains qui arrivent en retard ». Néanmoins, les deux équipes de fact-checkeurs ne tombent pas dans un acharnement stérile contre les personnalités politiques : ils disent aussi quand ils ont raison, au moins partiellement. On l'a vu avec la vidéo de « Désintox » concernant Najat Vallaud-Belkacem, mais c'est encore plus notable dans l'article des « Décodeurs » sur l'intox des cadres du PS : sur les cinq affirmations vérifiées, les journalistes en qualifient une de « complètement fau[sse] », une deuxième de « langue de bois » et une troisième d'« amnésie », mais les deux dernières sont considérées respectivement comme « pas tout à fait exact[e] » et « plutôt vrai[e] ». Ils opèrent donc avec une certaine nuance dans la vérification des déclarations politiques, ce qui ne fait que corroborer ce que nous affirmions à propos de cet article : son but n'est pas de s'acharner sur chacun des hommes politiques pointés du doigt, mais bien de déconstruire la stratégie de communication du parti. Le fact-checkeur se pose donc comme l'objecteur de conscience entre le lecteur et l'homme politique, mais il n'est pas exempt d'une certaine déontologie éditoriale. Il ne doit pas se laisser dépasser par son rôle, qui est bien de rétablir la vérité, non d'affirmer que les hommes politiques sont tous des menteurs. Egalement, « *Il faut être vigilant, prévient Cédric Mathiot, pour que le fact-checking ne devienne pas une grille de lecture maniaque et aveugle du discours. L'exactitude des chiffres ne dit rien sur les convictions politiques ou la cohérence d'un*

programme ». C'est d'ailleurs sur ce positionnement par rapport à son rôle que l'on peut distinguer fact-checkeurs indépendants et fact-checkeurs partisans.

2. Pour quels impacts ?

Quel est l'objectif final de la pratique du fact-checking dans son ensemble ? Quels sont ses buts ? Selon les chercheurs en sciences des médias Lucas Graves et Tom Glaisyer, son objectif premier est de « *changer la façon de penser de lecteurs* » : en pointant du doigt les mensonges et parfois même la malhonnêteté des hommes politiques, les fact-checkeurs permettent aux lecteurs d'acquérir une vision plus critique de la parole politique, le fact-checking agit dans l'intérêt des lecteurs – et des électeurs. Ensuite, cette pratique vise à changer la politique également : à force de relever les mensonges des personnalités politiques, ces derniers sont censés faire plus attention à ce qu'ils disent, à déclarer moins de chiffres et de faits inexacts. Mais, bien qu'il n'y ait pas encore d'étude approfondie sur ce sujet, ce même essai ainsi que le travail d'autres chercheurs dans ce domaine tendent à penser que le mensonge en politique n'a pas vraiment régressé depuis l'apparition du fact-checking ; c'est d'ailleurs le meilleur argument des voix critiques face à cette nouvelle pratique – telles que celle du journaliste américain de *Politico* Ben Smith ou celle du blogueur d'Europe 1 Vogelsong. Mais à cet argument, le journaliste de PolitiFact Bill Adair répond :

Affirmer que le fact-checking est un échec parce que les hommes politiques continuent de mentir serait comme dire que le journalisme d'investigation est inutile car les hommes politiques sont toujours corrompus. Oui, ils sont toujours corrompus, mais nous faisons du journalisme d'investigation et du fact-checking pour donner aux gens l'information dont ils ont besoin pour faire les choix les plus éclairés.

De plus, il est clair que le fact-checking n'est encore qu'à ses débuts – surtout en France – et qu'il a des chances de s'imposer de plus en plus dans l'Hexagone comme un fardeau pour les hommes politiques, qui, aux Etats-Unis, le craignent beaucoup aujourd'hui – à tel point que certains demandent à leurs chargés de communication de faire vérifier leur discours par des professionnels du fact-checking avant de le lire en public. Ainsi, le fact-checking a un troisième impact : celui d'avoir changé le paysage médiatique. Parce qu'il requiert un temps considérable, des méthodes modernes d'enquête, des formats nouveaux et une approche innovante de l'information, il est devenu un genre

journalistique à part entière aujourd'hui et ne cessera de se développer demain. Et les critiques dont il est la cible pour n'être pas encore assez performant car arrivant après la parole politique, trouveront probablement une réponse dans les différents projets de *fast-checking* – le fact-checking en temps réel.

CONCLUSION

Parce qu'il correspond à une approche innovante de la parole politique, qu'il introduit des formats nouveaux et qu'il permet une interdiscursivité entre tous les acteurs de la vie politique davantage que d'autres formes de pratiques, le fact-checking est aujourd'hui devenu un genre journalistique à part entière qui requiert un temps considérable et des méthodes d'enquête modernes, et il ne cessera de se développer demain. Et la critique qui consiste à déplorer sa postériorité par rapport à la parole politique pourraient bien trouver une réponse parmi les différents projets d'initier un *fast-checking* – le fact-checking en temps réel. *Crowd-checking* et *fast-checking* permettraient d'améliorer un élément manquant dans le fact-checking, évoqué par l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin et repris par le journaliste du *Nouvel Observateur* Donald Hebert : « *Et qui vérifie les vérificateurs ?* ». Parmi les projets permettant le *fast-checking*, on retrouve le projet Truth Teller du Washington Post porté par Cory Haik, qui consiste en un « détecteur de mensonges » des politiques automatique grâce à une machine ayant accès à toutes les données disponible dans le monde. Mais ce projet pose encore le problème de l'interprétation de la parole politique : comment la machine reconnaîtra l'ironie ? Comment pourra-t-elle comprendre que la logique qui sous-tend des chiffres exacts est, elle malhonnête ? Autre horizon pour le *fast-checking*, selon une responsable de l'Ecole de journalisme de Sciences Po, la télévision connectée : « *Avec la télé connectée, on pourra imaginer, à terme, que les contre-expertises d'internautes et de journalistes apparaîtront à l'écran, en direct, comme des sous-titres, pour permettre au téléspectateur de lire entre les lignes du débat* ».

ANNEXES

1. Les modèles-types de « Désintox » tirés du corpus

1.1. Bignon, Thomas et Privé, Marie, « Nantes perd-il vraiment des habitants ? », *Libération*, 10 mars 2014

«On ne dit pas assez que Nantes perd des habitants actuellement. Nantes a perdu en 2009 je crois que c'est 1200 habitants.»

Laurence Garnier candidate UMP à la mairie de Nantes, le 17 décembre 2013 sur Télénantes

INTOX. Après 25 ans de règne socialiste, Laurence Garnier est bien décidée à refaire passer Nantes à droite. Parmi ses arguments pour convaincre les Nantais qu'elle incarne le renouveau, la candidate de l'UMP aux élections municipales avance notamment la perte d'attractivité de la ville : une réalité qui, selon elle, s'illustre par la diminution du nombre d'habitants. «On ne dit pas assez que Nantes perd des habitants actuellement, s'est-elle ainsi désolée à l'occasion d'un débat organisé sur la chaîne locale Télénantes. Nantes a perdu en 2009 je crois que c'est 1200 habitants» C'est à revoir ici, vers 52'30" :

DESINTOX. Nantes serait donc en train de se dépeupler ? «Nous avons les chiffres», lançait Laurence Garnier à sa concurrente socialiste, Johanna Roland, à l'occasion de ce débat. Encore faut-il les utiliser correctement.

Ce qui est incontestable, c'est que selon les chiffres de l'Insee, la population nantaise a bien diminué de 2008 à 2009, passant de 283 288 habitants à 282 047. 1 241 habitants en moins très exactement, jusque-là, Laurence Garnier sait à peu près compter.

Ce qu'elle omet de préciser, c'est que la baisse se limite précisément à cette période là. Depuis 2009, la population a augmenté. Selon les derniers chiffres de l'Insee, la population nantaise comptait 287 845 au 1er janvier 2011. Soit une hausse de plus de 5 000 habitants en deux ans. Et même si l'on inclut la baisse de 0,4% entre 2008 et 2009, on remarque que, sur la période 2008-2011, la population de Nantes a connu une hausse de 1,6%. Et ce chiffre concerne seulement la commune de Nantes. Lorsqu'on élargit à l'agglomération, on remarque que le grand Nantes a gagné près de 15 000 habitants en une décennie, ce qui représente une croissance de plus de 0,5% par an. De quoi douter de la soi-disant «perte d'attractivité» dénoncée par Laurence Garnier.

La candidate UMP avait déjà affirmé cette fausse tendance, relayée dans *Métro* ou *Ouest France*, lors de la présentation de son programme, en décembre dernier. La candidate UMP aurait dû s'en tenir à la version papier, où il est bien écrit que la population avait diminué en 2009 ... et c'est tout. Aucune trace des années suivantes où la population augmente. De là à en déduire que la population de Nantes est en chute libre, il n'y a qu'un pas que la candidate n'a pas hésité à franchir en parlant de tendance «actuelle».

Thomas Bignon et Marie Privé, Ecole publique de journalisme de Tours

1.2. Désintox TV, « Najat Vallaud-Belkacem et la fiscalité locale », « 28 minutes », Arte, 26 mars 2014



<https://www.youtube.com/watch?v=sdUvb1YFtB0>

1.3. Désintox, « Claude Bartolone invente le gadin automatique », Libération, 27 mars 2014

Claude Bartolone invente le gadin automatique

27 mars 2014 à 20:06

Facebook :Facebook

Twitter :Twitter

Google+ :Google+

Envoyer :Mail

Imprimer cet articleImprimer

Lire sur le readerMode zen

SPÉCIAL VRP

Comment expliquer la défaite du PS dimanche ? Facile pour Claude Bartolone : « Jamais, depuis 1977, il n'y a eu des élections municipales favorables au pouvoir en place », assurait lundi le président de l'Assemblée nationale sur RTL. Au moins deux fois faux. 1989 d'abord : un an après la réélection de François Mitterrand, le PS fait basculer de nombreuses villes, dont Nantes et Strasbourg. Et surtout 1995 : Jacques Chirac n'est élu que depuis un mois, mais la droite est au pouvoir depuis deux ans, et elle remporte environ 55 % des voix, ainsi que de nombreuses villes, telles que Marseille ou Le Havre.

Désintox

2. Les modèles-types des « Décodeurs » tirés du corpus

2.1. Laurent, Samuel et Parienté, Jonathan, « Pollution : les inventions du candidat FN à Paris », *Le Monde*, 17 mars 2014

Pollution : les inventions du candidat FN à Paris

Le Monde | 17.03.2014 à 15h13 | Par Samuel Laurent et Jonathan Parienté



La circulation alternée ? Ça « emmerde » Wallerand de Saint-Just, le candidat du Front national (FN) à la Mairie de Paris. Il ne voit pas l'intérêt de cette mesure, estimant que la dangerosité des particules fines n'est pas avérée.

Cette position n'est guère surprenante : celui qui est également trésorier du parti dirigé par Marine Le Pen promet, en cas d'élection à la Mairie de Paris, de mettre un terme à « douze ans de dictature anti-voiture » à Paris – en l'occurrence, l'instauration de restriction de circulation est du ressort du gouvernement et non de la mairie.

Airparif, un repaire d'écolo-gauchistes ?

Ce qu'il a dit :

Demain lundi, selon les écolos-gauchistes d'AirParif, le seuil d'alerte ne sera pas franchi, mais on va quand même nous emmerder.

(sur son compte Twitter, dimanche 16 mars)

POURQUOI C'EST FAUX

Airparif, repaire de gauchistes ? Il s'agit d'une association agréée, c'est-à-dire qu'elle reçoit chaque année depuis plus de trente ans l'autorisation du gouvernement pour mesurer la qualité de l'air à Paris.

Airparif est née en 1979, à l'initiative du gouvernement (RPR-UDF) de l'époque. On ne peut donc pas dire qu'elle ait été imposée par les écologistes parisiens sous Bertrand Delanoë. En réalité, l'association est cofinancée par la région, l'Etat, mais aussi par les industriels d'Ile-de-France par le biais d'une taxe sur les industries polluantes – qui siègent d'ailleurs au conseil d'administration d'AirParif.

L'association emploie environ 60 personnes. Son actuel président est Jean-Félix Bernard, en poste depuis décembre 2012. Biologiste de formation, il fut président du groupe des Verts au conseil régional de 1992 à 2004. Il est également à l'origine de la plainte qui débouchera sur l'affaire des marchés publics d'Ile-de-France.

Les échantillons de mesure et la méthodologie scientifique d'Airparif n'ont pas changé depuis l'arrivée de M. Bernard à sa tête.

De la dangerosité des particules fines

Ce qu'il a dit :

Les experts ne sont pas d'accord entre eux quant à la réalité de l'impact sanitaire des « particules fines ». En outre, lorsque ces « experts » sont ceux de l'Union européenne, le doute est obligatoire.

(Communiqué publié dimanche 16 mars)

POURQUOI C'EST COMPLÈTEMENT FAUX

Y a-t-il un doute quant à l'impact sanitaire des particules fines, comme l'assure le candidat FN ? Disons le tout net : non.

Toutes les particules fines ne viennent pas de la circulation automobile, loin s'en faut. Mais leur dangerosité n'est plus à démontrer. En octobre, les chercheurs du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) ont publié une synthèse de plus de mille publications scientifiques sur la pollution atmosphérique. La conclusion ne souffre aucune ambiguïté. Les auteurs de l'étude, publiée dans le *Lancet oncology*, indiquent qu'ils ont « unanimement » classé « la pollution extérieure et les particules fines comme des cancérigènes pour les humains ».

Lire : Tout comprendre à la pollution aux particules fines et La pollution de l'air extérieur est « cancérigène », selon l'OMS

Quant à la mention des experts de Bruxelles employée pour fustiger l'Union européenne, elle est tout aussi fautive, puisque le CIRC est un organisme international, et non seulement européen. Il a d'ailleurs son siège à Lyon, et émane de l'Organisation mondiale de la santé, basée en Suisse.

Samuel Laurent

Journaliste au Monde [Suivre](#) 

Jonathan Parienté

Journaliste au Monde [Suivre](#) 

2.2. Vaudano, Maxime, Parienté, Jonathan et Laurent, Samuel, « Face à la défaite, le Ps fait dans l'intox », *Le Monde*, 26 mars 2014

Face à la défaite, le PS fait dans l'intox

Le Monde | 26.03.2014 à 16h53 • Mis à jour le 26.03.2014 à 18h28 | Par Maxime Vaudano, Jonathan Parienté et Samuel Laurent



Face à une sévère défaite, il est parfois difficile de se justifier. Après le premier tour des municipales, le PS est confronté à cette épreuve.

Depuis lundi 24 mars, Harlem Désir, David Assouline ou Bertrand Delanoë doivent répondre aux questions de la presse, et s'y emploient, quitte parfois à faire dans la langue de bois, voire l'intox pure et simple.

1. Harlem Désir et l'exclusion de Guérini du PS

Ce qu'il a dit :

« Dès qu'il a été mis en examen, j'ai dit que Jean-Noël Guérini n'avait plus sa

POURQUOI EST COMPLÈTEMENT FAUX

La procédure d'exclusion de Jean-Noël Guérini, figure centrale du PS Marseillais, a été lancée par le Parti socialiste fin janvier 2014. L'affaire Guérini remonte pourtant bien plus

loin.

Lire : Que reproche la justice à Jean-Noël Guérini

La première mise en examen de l'affaire Guérini, celle du frère de Jean-Noël, Alexandre, date du 1^{er} décembre 2010. En mai 2011, le directeur de cabinet de M. Guérini l'est à son tour.

Pour Jean-Noël Guérini, président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, il faudra attendre quelques mois : le 8 septembre 2011, il est à son tour mis en examen pour « complicité d'obstacle à la manifestation de la vérité », « prise illégale d'intérêts », « trafic d'influence » et « association de malfaiteurs en vue du trafic d'influence et recel de trafic ». Le PS évoque la « présomption d'innocence » et M. Guérini n'est alors pas exclu par Martine Aubry, qui lui demande de se « mettre en congé du parti ». Ce qu'il fait.

Harlem Désir, qui n'est pas encore premier secrétaire du parti, considère à l'époque que « cette mise en examen doit marquer la fin du système Guérini ». Suivront pourtant deux nouvelles mises en examen, dont l'une en mars 2013 pour « détournement de fonds publics ».

A aucun moment M. Guérini ne sera exclu du PS. En décembre 2013, ce dernier avait d'ailleurs fait savoir qu'il avait réglé sa cotisation au parti. Il faudra attendre janvier 2014 pour que la procédure soit lancée. Quatre ans après le début de l'affaire.

2. Le problème bien connu de la « pédagogie »

Ce qu'il a dit :

« On n'a pas assez bien expliqué le projet de société qui était le nôtre »

POURQUOI C'EST DE LA LANGUE DE BOIS

C'est un classique de la communication politique post-déroute électorale. Si les électeurs ont sanctionné le pouvoir en place, ce n'est pas le fond qui est en cause, mais la forme.

Aussi, M. Désir appelle à davantage expliquer le projet socialiste qui n'aurait pas été apprécié à sa juste valeur par les électeurs.

Si l'on remonte un mandat municipal plus tôt, on retrouve une situation curieusement symétrique. 2008 : Nicolas Sarkozy est à l'Elysée, l'UMP est majoritaire à l'Assemblée et au Sénat... et prend une sérieuse claque aux municipales. Et ils étaient nombreux à l'époque, dans la majorité d'alors, à appeler à « *davantage de pédagogie* ».

Le gouvernement Fillon avait d'ailleurs nommé, dès avril 2008, un nouveau patron du service d'information gouvernemental (SIG), Thierry Saussez. Il avait notamment pour mission, de son propre aveu, de « *faire davantage de pédagogie vis-à-vis de nos concitoyens, de partager notre politique, et d'expliquer les réformes et l'action du gouvernement.* »

Le PS, à l'époque, ne l'entendait pas ainsi. Et il est amusant de relire le point presse d'un certain François Hollande, alors premier secrétaire, au lendemain des municipales : « *Il était d'ailleurs assez risible (...) d'entendre tel ou tel ténor de la droite dire qu'il n'y avait pas eu de vote sanction* », s'amusait M. Hollande, assurant qu'il « *nous faut insister sur la portée nationale du scrutin* ». Et M. Hollande de poursuivre : « *rarement un président de la République, après plus de dix mois aux responsabilités, n'aura connu d'échec plus cinglant, déconvenue plus grande, défiance plus affirmée* ».

3. Harlem Désir et les enjeux locaux

Ce qu'il a dit :

« *L'UMP essaie de détourner ce scrutin de son enjeu. Nous voulons, nous, lui donner sa véritable dimension. Dans sa ville, avoir une équipe de gauche ou une municipalité conservatrice ou Front national, ce n'est pas la même chose.* »

(Point presse du PS, le 24 mars)

ANNÉE

Le patron du PS oublie que son lointain prédécesseur avait fait des municipales de 2008 un scrutin-test pour Nicolas Sarkozy. Il s'agissait alors de... François Hollande. Le premier secrétaire du PS d'alors, qui avait appelé les électeurs à « *lancer un avertissement* » au pouvoir, avait interpellé le chef de l'Etat au soir de la large victoire socialiste au second tour : « *Le président de la République est obligé d'entendre le message des Français [et doit] corriger sa politique.* »

Lire (en édition abonnés) : La petite histoire des lendemains de vote-sanction

4. David Assouline et la responsabilité de Sarkozy

Ce qu'il a dit :

« On dit que c'est sous les socialistes que le FN prospère. Non, c'est après le mandat de Nicolas Sarkozy. Il y a une élection, Marine Le Pen est au summum, elle est lancée. » (le 25 mars, sur RFI)

POURQUOI C'EST PAS TOUT À FAIT EXACT

C'est en effet en avril 2012, à l'issue du quinquennat de Nicolas Sarkozy, que le FN a réalisé son meilleur score à une élection présidentielle, avec 17,9 % des voix pour Marine Le Pen. David Assouline n'aura toutefois pas oublié que le « summum » pour le Front national reste l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle 2002, après cinq ans du PS aux affaires.

Si l'on ne s'attache qu'aux élections municipales, les performances du FN sont également bien plus importantes en 2014 qu'en 2008, année suivante l'élection de Nicolas Sarkozy. Au premier tour, il a obtenu 998 244 voix en présentant des listes dans un peu moins de 600 communes, contre 144 017 voix dans 122 communes en 2008.

Là où il s'est présenté, le Front national a réalisé un score moyen de 16,5 % des voix, contre 9,22 % il y a six ans. D'aucuns peuvent considérer que cette poussée résulte de la présidence de Nicolas Sarkozy, mais il était inexact de prétendre que le FN ne prospère pas sous un gouvernement socialiste.

Lire nos explications : [Pourquoi le FN fait vraiment mieux qu'en 2008](#)

5. Bertrand Delanoë et le vote FN

Ce qu'il a dit :

« Le plus important, c'est le Front national qui est faible. J'ai connu il y a vingt ans le FN très très élevé dans les quartiers populaires [à Paris]. »

(France Inter, le 25 mars)

POURQUOI C'EST PAS TOUT À FAIT EXACT

M. Delanoë n'a pas tout à fait tort. Si on compare les résultats du FN à Paris en 1995 et 2014, on constate que le score du parti s'est faiblement amélioré dans la capitale, mais a baissé dans les arrondissements populaires (18^e, 19^e, 20^e), comme le montre notre graphique ci-dessous.

Le FN baisse dans les quartiers populaires de Paris

Bertrand Delanoë n'a pas tout à fait tort : si le score du FN est supérieur dans la capitale, au niveau des quartiers populaires, il fait moins bien en 2014 qu'en 1995.

2.3. Les Décodeurs, « Municipales : l'approximation des sondages dans quatre villes », *Le Monde*, 27 mars 2014



http://www.dailymotion.com/video/x1k0qz6_municipales-l-approximation-des-sondages-dans-quatre-villes-cles_news

Ressources

1. Ressources bibliographiques

- Bonnefoy, Geoffrey, « Le fact-checking est un coup d'épée dans l'eau », « Le Lab », Europe 1
- Desplanques, Erwann, « Après les robots journalistes, voici les robots spécialistes du fact-checking », *Télérama*, 6 février 2013
- Desplanques, Erwann, « Le “fact-checking” contre les boniments des politiques », *Télérama*, 9 décembre 2011
- Dobbs, Michael, « The Rise of Political Fact-checking. How Reagan Inspired a Journalistic Movement : A Reporter's Eye View », *Media Policy Initiative*, New America Foundation, février 2012
- Guerrini, Federico, « From traditional to online fact-checking », *Oxford Magazine*, huitième semaine, troisième trimestre, 2013
- Graves, Lucas et Glaisyer, Tom, « The Fact-Checking Universe in Spring 2012. An Overview », *Media Policy Initiative*, New America Foundation, février 2012
- Hebert, Donald, « Présidentielle : les médias dégagent le fact-checking », *Le Nouvel Observateur*, 31 janvier 2012
- Holmes, David, « *Washington Post's* Truth Teller and the future of robots doing journalism », *Pando Daily*, 29 janvier 2013
- Nyhan, Brendan et Reifler, Jason, « Misinformation and Fact-checking : Research Findings from Social Science », *Media Policy Initiative*, New America Foundation, février 2012
- Smith, Ben, « The end of fact-checking », *Politico*, 17 août 2011

2. Ressources documentaires

- Nyhan, Brendan et Reifler, Jason, « The Effect of Fact-checking on Elites : A field experiment on U.S. state legislators », 23 juillet 2013
- Ezratty, Olivier, « Fact-checking récursif de la présidentielle », Le blog d'Olivier Ezratty
- St-Louis, Jean-Claude, « Le mensonge en politique », Le portail d'Albert, 23 mars 2007
- Schäfer, Maximilian, « Science journalism and fact-checking », in « Science journalism and digital storytelling », *Journal of Science Communication*, International School for Advanced Studies, décembre 2011

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	3
I. FACT-CHECKING ET DISCOURS POLITIQUE : METHODES, FORMES ET SUPPORTS ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	4
A. PETITE HISTOIRE DU FACT-CHECKING	4
1. <i>Tentative de definition</i>	4
2. <i>Brève chronologie</i>	4
B. LES DEUX PLATEFORMES	5
1. « <i>Désintox</i> »	5
2. « <i>Les Décodeurs</i> ».....	5
C. PRESENTATION DU CORPUS	6
1. <i>Quelques remarques sur le corpus</i>	6
2. <i>Présentation des modèles-types</i>	7
II. LA VISEE DU FACT-CHECKING : QUELLE PLUS-VALUE INFORMATIVE ?	7
A. COMMENT OBJECTIVER L'INFORMATION TRAITEE?	7
1. <i>Pertinence des sujets traités</i>	7
2. <i>Au-delà de la vérification de chiffres</i>	8
B. COMMENT APPREHENDER DIFFERENTS SUPPORTS ?.....	10
1. « <i>Désintox</i> »	10
2. « <i>Les Décodeurs</i> ».....	10
C. COMMENT RENDRE LE CONTENU ATTRACTIF ?.....	11
1. <i>Le concept de "gamification"</i>	11
2. <i>Le datajournalisme</i>	12
III. LA POLYPHONIE DANS LE FACT-CHECKING : L'INTERDISCURSIVITE EN QUESTION	12
A. UN INTERDISCURSIVITE ASSUMEE	12
1. <i>La mise en évidence des sources</i>	12
2. <i>Interdiscursivité journalistique</i>	13
B. UNE DISCUSSION ENTRE TRIOS TYPES D'ACTEURS	14
1. <i>La relation entre journalistes et lecteurs</i>	14
2. <i>La relation entre les différents types de lecteurs</i>	14
C. LE ROLE DU FACT-CHECKEUR	15
1. <i>Deux visions du journalisme</i>	15
2. <i>Pour quels impacts ?</i>	16
CONCLUSION	18
ANNEXES.....	19
RESSOURCES.....	25



SciencesPo
Rennes